Jacques
Cheminade2012
LE SURSAUT

DOSSIER DE PRESSE

Contact
Christophe Paquien / Directeur de campagne
06 29 38 02 74 - 01 76 69 19 82 - Twitter/CPaquien
christophe.paquien@cheminade2012.fr
S&P BP 27 92114 Clichy cedex

Un monde sans la City ni Wall Street
Un grand chantier pour demain

Jacques
Cheminade
CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE 2012
www.**cheminade2012**.fr





La vie de Jacques Cheminade est celle d'un militant convaincu que les idées peuvent changer le monde à condition de mener un combat incessant pour les animer. Pour le décrire en un mot, il est à l'exact opposé des carriéristes hantant les générations Mitterrand, Chirac ou Sarkozy, pour qui les idées sont un filon à exploiter pour réussir dans un monde balisé.

Né le 20 août 1941 à Buenos Aires, en Argentine, pays où il vivra jusqu'à l'âge de 17 ans, Jacques Cheminade est convaincu que **ce statut de Français de l'étranger lui a permis de se forger une idée plus haute de la France tout en lui inspirant une plus grande exigence vis-à-vis de ses compatriotes.**

Sa famille, d'origine **auvergnate**, s'était installée en Argentine au début du siècle, comme beaucoup d'émigrants de cette époque, pour échapper à un monde difficile pour les fils et les filles de familles modestes. Entrepreneur, son père lui transmet l'esprit pionnier caractéristique des Français partis à la recherche du grand large. Sa mère, institutrice et, fait rare pour l'époque, universitaire, lui inculque l'amour des livres et de la République.

En Argentine, il étudie au Collège français de Buenos Aires. L'enseignement dispensé à la fois en français et en espagnol lui donne ces points de repères qui lui permettent de connaître sa véritable culture en s'initiant à celle de l'autre.

Il y a dans l'Argentine de cette époque, et notamment au Collège français, un mélange d'hommes et de femmes d'origines très différentes, un débat permanent sur l'avenir, un milieu intellectuel excluant par nature toute forme de racisme ou de xénophobie. De cette génération, beaucoup partiront plus tard pour l'Europe, les Etats-Unis ou les pays de l'Est.

En 1959, Jacques Cheminade arrive en France. Il est très choqué du climat créé par la guerre d'Algérie. L'idée qu'il s'est faite de la France ne correspond pas du tout à celle d'un pays se comportant comme une puissance coloniale. Rapidement, il arrive à la conclusion que la France, sauf à se dévoyer elle-même, ne pourra pas garder ses possessions d'outre-mer contre la volonté de la majorité des peuples colonisés. Au nom d'une conception plus haute de la France, il milite alors pour l'indépendance de l'Algérie, certain qu'il ne peut y avoir d'autre voie.

1960 marque son entrée à HEC, alors en pleine mutation vers les méthodes anglo-américaines prétendument « modernes ». C'est le moment où l'on passe d'un enseignement dont le centre d'intérêt est l'économie physique (Jacques Cheminade a pu, par exemple, participer aux discussions sur le canal Rhin-Rhône) à un enseignement importé de Harvard, s'orientant de plus en plus vers la « recherche opérationnelle » et surtout vers les aberrations de la psychologie et la sociologie d'entreprise.

Cheminade obtient son diplôme de HEC en 1963 et sa licence de droit en 1965. **Sous les années du gaullisme, il soutient la politique d'indépendance nationale, applaudit à la rupture avec l'OTAN, mais décèle la faille dans une politique d'éducation qui « s'américanise » et ne répond pas aux défis de l'époque et à l'ouverture de l'enseignement secondaire et supérieur au plus grand nombre.**

Entre 1966 et 1967, il fait son **service militaire dans la Coopération à Tegucigalpa (Honduras)**. Cette expérience lui permet d'examiner de près ce qu'est un système « latifundiste » et les pratiques courantes par lesquelles l'oligarchie anglo-américaine impose son pouvoir à ce type de pays. Il peut ainsi constater de ses propres yeux comment les responsables du département d'Etat américain, du Pentagone et de la CIA manipulent les principales factions politiques du pays et plus généralement, par quelles tactiques on influence l'opposition, en exploitant ses faiblesses, pour la conduire vers des impasses ou vers sa propre destruction. Enfin, son ambassadeur, qui en avait été victime, lui révèle le fonctionnement et le vécu du système concentrationnaire des camps nazis, confirmant ce qu'un dirigeant de la Résistance, ami de ses parents, lui avait confié sur le même sujet et avec une même brutale pudeur. C'est à partir de là – expérience du néocolonialisme et horreur de l'univers concentrationnaire – que Cheminade s'interrogera sur les flétrissures du XX[e] siècle et, progressivement, s'engagera dans le combat pour changer les axiomes de base qui leur ont donné naissance.

En 1967, Cheminade entre à l'ENA, dans la promotion Jean Jaurès, et constate rapidement que cette institution apparemment « ardente, dominatrice et fière d'elle-même » est, en fait, un géant aux pieds, et parfois même à la conscience, d'argile.

Mai 68 : Cheminade a de la sympathie pour l'exigence de justice du mouvement. Il méprise les institutions dont toute la faiblesse se dévoile, mais très vite il constate trois choses : 1) les groupes ou groupuscules organisés – maoïstes, trotskistes et autres – se fondent sur un caporalisme manipulateur et n'offrent aucune perspective ; 2) les partis de gauche officiels sont complètement dépassés par les événements et beaucoup se trouvent sous influence atlantiste, 3) la masse du mouvement dérive vers un apolitisme anti-autoritaire et vers la libération tous azimuts des mœurs. Il lui apparaît alors clairement que l'idée de liberté défendue par le mouvement s'affirme contre celle de responsabilité. Or, **déjà à cette époque, pour Cheminade, l'idée de responsabilité doit au contraire précéder celle de liberté**, une conception que des écrits aussi différents que ceux de **Leibniz, LaRouche ou Levinas** vont par la suite enrichir et approfondir.

Entre 1969 et 1972, Cheminade entre dans l'Administration, où il sera chargé des négociations d'adhésion et d'association à la Communauté européenne, auprès de la Direction des relations économiques extérieures du ministère de l'Economie et des Finances, à Paris. C'est l'époque de l'adhésion de la Grande-Bretagne. Pour Cheminade, il ne fait pas l'ombre d'un doute que pour des raisons économiques, financières et idéologiques, l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté sera un désastre. Il s'y oppose dans la limite de ses moyens. Ce travail, qui implique de fréquents allers-retours Paris-Bruxelles, **lui donne un premier aperçu du carriérisme de cette bureaucratie gestionnaire communautaire, qui vient s'ajouter à celle des Etats membres**.

En 1972, il est nommé au poste de l'expansion économique à New York. C'est là, en suivant le fonctionnement de Wall Street, en voyant se mettre en place un système qui crée de plus en plus d'argent sans contrepartie productive, que **se renforcent ses convictions anti-monétaristes** déjà présentes. Le monde qui se met en place après le découplage or/dollar du 15 août 1971 lui apparaît d'emblée comme une jungle livrée à la loi du plus fort et à la spéculation.

La chute d'Allende au Chili et une paix au Vietnam sans perspective de développement économique sont alors pour lui deux terribles leçons.

Il comprend, faits en main, que l'oligarchie anglo-américaine détruira désormais systématiquement tout Etat exprimant une volonté d'indépendance nationale.

C'est dans ce contexte que Cheminade s'intéresse aux idées de **Lyndon LaRouche**, dont il rencontre les amis pour la première fois à New York en 1974. Auparavant, aucun parti, aucune organisation existante (et ce ne fut pas faute de chercher) n'avait répondu à son attente. Celle-ci, bien qu'elle lui paraisse imparfaite, comme toute création humaine, lui semble unique en son temps sur un point fondamental : son attachement aux idées, par delà toute instrumentalisation de l'homme ou arrangement confortable. Très vite, il se passionne pour l'analyse de ces « *patriotes et citoyens du monde* », qui prévoient déjà une crise de grande ampleur si la tendance à la financiarisation de l'économie devait se poursuivre au détriment de l'économie physique. Il est particulièrement intéressé par le fait qu'ils mettent au centre de leur aventure la nécessité de former le caractère de chaque être humain et l'étude des moments de la culture universelle qui contribuent à cette formation du caractère. Pour Jacques Cheminade, ces préoccupations vont dans le même sens que celles vécues dans l'agitation adolescente du Collège français de Buenos Aires et exprimées par Jean Jaurès avant l'abomination de la Grande Guerre. Il y identifie le fil perdu de la politique française. En y réfléchissant, il se dit alors que renouer ce fil est une tâche urgente, peut-être la plus urgente, car **la politique ne peut être réduite à des formules, des recettes ou des slogans, mais doit changer la manière d'être et de penser des hommes en leur ouvrant un horizon**. Aussi, à partir de ces rencontres, son engagement politique s'affirme progressivement. Il contribuera lui-même par la suite à une série d'études historiques révélant des pans entiers de l'histoire des Etats-Unis, de l'Europe et de la France qui n'apparaissent pas dans les études des auteurs accrédités par les nomenklaturas.

Une **relecture critique de Marx** le convainc en particulier que l'erreur de celui-ci est de s'être fondé sur les mêmes présuppositions que celles de l'école anglaise de philosophie et d'économie politique, sans comprendre que la capacité de découverte humaine – art, science et technologie – est nécessairement le moteur et l'âme de toute politique d'amélioration sociale.

L'étude de **Leibniz** et de **Nicolas de Cues** lui fait découvrir le courant qui fonda la grande Renaissance européenne du XV[e] siècle et inspira la découverte de l'Amérique. Retour aux sources, retour aux questions qu'il se posait adolescent…

Au cœur de cette philosophie se trouve l'idée que ce qui distingue absolument l'homme de l'animal est sa capacité de créer, de découvrir, de concevoir des hypothèses. Pour donner une allonge à son engagement dans le siècle, Cheminade relit **Platon**, retrouvant dans ses contemporains les habitants de la caverne, fascinés par les ombres de la réalité mais dépourvus des moyens d'en connaître l'origine. Les *Lettres sur l'éducation esthétique de l'homme*, du grand poète républicain allemand **Friedrich Schiller**, l'encouragent dans son idée de créer un espace politique visant à améliorer le caractère de chacun en respectant la capacité individuelle souveraine de savoir et d'appliquer son savoir. Bref, son objectif est de tenter de **refonder la politique comme dialogue socratique**.

De ce courant de pensée naît **l'idée d'Etat-nation souverain, qui défend le « bien commun » face à des intérêts prédateurs** et doit tout faire pour que chaque être humain dispose des conditions matérielles et intellectuelles lui permettant de contribuer au progrès de son espèce.

Ces conceptions amènent tout naturellement Jacques Cheminade à se plonger dans les Six livres de la *République* de **Jean Bodin** et dans les écrits de **Sully, Montchrestien, Vauban et Colbert**. Il s'intéresse aux fondateurs de Polytechnique, **Lazare Carnot et Gaspard Monge**, ainsi qu'aux socialistes et chrétiens sociaux français, dans leur tentative de donner pour assise à la République une politique d'instruction publique et d'éducation mutuelle. Jacques Cheminade, avec ses collaborateurs en France, a d'ailleurs contribué à de nombreuses études sur ces questions, diffusées par les amis de Lyndon LaRouche à l'échelle internationale.

Sa connaissance de Friedrich Schiller lui fournira des arguments pour **conduire une polémique infatigable contre le chauvinisme nationaliste et le totalitarisme supranational**. Pour lui, le meilleur des patriotes est toujours un citoyen du monde car il n'y a pas d'opposition entre les deux concepts mais, au contraire, enrichissement mutuel.

Ayant quitté l'Administration pour se consacrer à plein temps à ses convictions, Cheminade publie **toutes les deux semaines**

un éditorial dans *Nouvelle Solidarité*. L'on peut ainsi suivre, mieux que pour tout autre homme politique, ses prises de position et ses jugements au cours des vingt dernières années. Conseiller de la revue scientifique *Fusion*, il défend un nucléaire citoyen, opposé à celui des nucléocrates et à l'extrémisme « vert ».

En 1995, Cheminade décide de se présenter à la présidence de la République pour dénoncer le « *cancer financier et ses métastases dans le monde* ». Encouragé par ses amis et par la réponse positive des maires – « grands électeurs » habilités à présenter un candidat – Jacques Cheminade sera le premier à déposer plus de cinq cent cinquante signatures auprès du Conseil constitutionnel. S'il ne s'attend pas à être reçu à bras ouverts par les « élites » en place, la virulence de l'attaque lancée alors contre lui le surprend néanmoins. Aussitôt validées les signatures, une attaque tous azimuts est lancée par les médias nationaux afin de discréditer le candidat avant même que la population ait pu entendre son message. Les institutions officielles chargées de veiller au bon déroulement de la campagne présidentielle (Conseil supérieur de l'audiovisuel – CSA – et Commission nationale de contrôle de la campagne – CNCC) reconnaissent elles-mêmes que le temps de parole moyen accordé à Jacques Cheminade sur les chaînes de télévision n'a été que de 45 minutes, contre 1h25 en moyenne pour les autres candidats (CSA, communiqué du 24 avril 1995), et que « *le traitement équilibré de la présentation des candidats, de leurs commentaires et de leurs déclarations (…) n'y était pas pleinement respecté* » (CNCC, le 20 avril 1995). Cependant, ces deux interventions arrivent trop tard (clôture de la campagne le 25 avril 1995).

Cette campagne de propagande culmine, quatre mois après l'élection, avec une **décision du Conseil constitutionnel rejetant les comptes de campagne de Cheminade**. Prise sous la présidence de Roland Dumas et utilisant des prétextes cachant mal des motivations d'ordre politique, elle a pour conséquence de **plonger le candidat du plus petit parti et dont les dépenses ont été de très loin les plus faibles, dans une situation de quasi-faillite personnelle** (saisie de ses biens, hypothèque prise par l'Etat sur son appartement). Décision d'autant plus choquante que d'autres candidats, eux, voient leurs comptes agréés alors que leurs dépenses réelles ont en réalité dépassé – et de beaucoup – les plafonds autorisés et que l'argent noir de la République a, de notoriété publique, animé leur campagne. Aujourd'hui, les révélations sur les 10 millions de francs versés en liquide et sans justificatifs sur le compte d'Edouard Balladur, dont le directeur de campagne et ministre du Budget était Nicolas Sarkozy, confirment les doutes qu'on peut nourrir sur ce qui s'est alors passé.

En 2002, ce sera dès la collecte des parrainages de maires que s'abattra la calomnie, en particulier par l'intermédiaire de Nicolas Miguet, boursicoteur libéral lui aussi candidat. Il sera condamné en justice après l'élection, mais aura fait se rétracter suffisamment de maires pour empêcher la participation de Cheminade à l'élection présidentielle.

Malgré ces attaques, beaucoup de ceux qui ont lu alors la profession de foi de Jacques Cheminade ou qui ont vu ses programmes télévisés, se souviennent encore de celui qui, déjà à l'époque, polémiquait contre tous les hommes politiques annonçant des projets de gouvernement ne tenant aucun compte de la crise économique et financière à venir. Ce sont des gens qui font des plans sur le pont du Titanic, ironisait-il alors avec une certaine clairvoyance.

Lors du référendum sur la constitution européenne en 2005, il participera à la campagne du « non », appelant à « sortir d'une conception comptable et financière du monde » sous-jacente au traité européen. Il promeut alors une « amélioration de l'environnement humain », seule voie pour éviter la crise qui vient.

En 2007, seul homme politique français à annoncer l'imminence de la crise et des politiques d'austérité qui lui seront associées, il lance son « *Projet contre les puissances de chantage du fascisme financier* ». N'ayant pas récolté les cinq cents parrainages nécessaires pour sa participation, il appellera au deuxième tour à voter pour Ségolène Royal, non par conviction, mais par « raison », non pour son programme, mais pour le potentiel que constitue son électorat.

En octobre 2008, la crise est alors en marche, **le projet de Nouveau Bretton Woods défendu par Jacques Cheminade** depuis près de quinze ans est repris par une classe politique en manque de repères. Michel Rocard, François Hollande, puis Nicolas Sarkozy le reprendront à leur compte avant de reculer, faute de caractère.

Aujourd'hui, alors que cette crise qu'il avait annoncée est là et que les dirigeants en place s'engagent dans la voie de la rigueur comme lors des années 30, **Cheminade s'efforce, par sa candidature, de poser la question fondamentale de l'économie et de la culture**, en orientant le débat vers des solutions qui servent le bien commun et les générations futures, et non le profit financier à court terme et le démantèlement social.

Son ambition est de mettre fin au déni de réalité qui caractérise la politique française depuis près de trente ans. Pour cela, il est soutenu par **un mouvement de jeunes attaché à la découverte de principes et aux grands projets de développement rétablissant l'emploi qualifié et redéfinissant un horizon de justice sociale**. A la base, loin des allées du pouvoir et des établissements financiers, il s'efforce de créer un mouvement de réflexion sur l'avenir et un sursaut face à la grande crise du XXI[e] siècle.

« Mes repères »

Il existe en France une élite de l'élite qui entretient une connivence malsaine entre la grande banque, le monde des affaires et des intermédiaires affairistes, la haute administration, la politique, la justice, le journalisme, les arts et les lettres et l'édition. Il s'agit d'un milieu qui est imprégné par un culte de l'avoir, de l'instinct et de l'instant que propagent ceux qui opèrent sur le court terme des marchés. Cette élite de l'élite est l'émanation directe de la mondialisation financière ; elle dégrade les êtres humains en flattant leur désir de posséder et en tourmentant leurs anxiétés.

Son univers « d'en haut » est rejeté par la majorité des Français. Ils veulent « autre chose », mais ils ne savent pas dire quoi ou en ont perdu l'espérance. Face à une oligarchie qui promeut les images et les illusions, ils se sentent joués mais ont perdu l'estime de soi et le sens des solidarités collectives qui leur permettraient de rompre avec la règle du jeu. Ils savent que les Etats renflouent les casinos financiers qui ont fraudé et fauté, imposent l'austérité aux peuples, s'efforcent de piller leur épargne et sabotent l'économie productive. Ils sont cependant dépourvus et s'ils rejettent le système des partis établis, ils ne disposent pas des ressources pour monter eux-mêmes sur la scène. Ils sont indignés, atterrés ou passifs, mais ne conçoivent pas l'alternative. Ma candidature vise à leur redonner force et confiance, en leur inspirant un sursaut vers une dynamique de développement économique réel et de justice sociale qui refondera cette alternative.

Un nouveau Serment du jeu de paume et une nouvelle Nuit du 4 août sont nécessaires pour organiser leur participation à ce projet collectif. L'enjeu est le vouloir vivre en commun. Le défi est de rouvrir le champ politique aux classes populaires qui en ont été progressivement exclues, en abolissant passe-droits et privilèges.

A la croisée des chemins, nous devons **redonner vie à nos repères fondateurs** :

Le Préambule de notre Constitution du 27 octobre 1946, voté *« au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine »*. Repris dans la Constitution de la Vᵉ République du 4 octobre 1958, il reste lettre morte dans tout son contenu social.

Le Programme d'action du Conseil national de la Résistance, établi le 15 mars 1944 afin d'instaurer *« une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie »*. Une austérité de droite et une rigueur de gauche, associées à l'aventurisme sans projet des extrêmes, ont permis le retour de ces féodaux qui ont déchiré le tissu économique de notre pays.

La Déclaration de Philadelphie du 10 mai 1944, concernant les buts et objectifs de l'Organisation internationale du travail. Elle proclame que *« le travail n'est pas une marchandise »* et que *« la pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous »*. Il reste à soumettre la finance à ces principes, comme le voulait la Déclaration, alors que nous vivons au contraire dans un monde de réseaux, de vassaux et de suzerains, de plus en plus dépourvu de principes.

La Déclaration universelle des droits de l'homme, votée par l'Assemblée générale des Nations unies **le 10 décembre 1948.**

Ces textes et l'esprit de ces textes, dans lesquels nous sommes censés puiser notre inspiration et qui sont tous le résultat d'une longue histoire par laquelle l'homme a découvert en lui-même sa part de responsabilité humaine, sont aujourd'hui trahis. Mon objectif est de les faire revivre en ouvrant des pistes pour *« élever à la dignité d'homme tous les individus de l'espèce humaine »*, comme le voulait Lazare Carnot.

C'est possible si l'on est convaincu que la France est *« une certaine idée »* qui s'accomplit dans l'histoire, pour le bien commun non pas seulement d'elle-même mais de tous les peuples. C'est possible si l'on croit réellement à la devise de notre République, *« Liberté, Egalité et Fraternité »*, qui est toujours à réinventer. C'est possible si l'on croit au principe de notre Constitution, *« le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple »*. C'est possible si l'on devient capable d'alimenter notre République avec la contribution toujours recommencée de nouveaux républicains, car **le squelette d'une République sans républicains, où les voyous de toute nature se glissent jusqu'aux bureaux de la présidence, est déjà une dictature.**

Ma candidature à l'élection présidentielle vise à redonner substance à ces repères, pour qu'ils ne restent pas le décor d'une farce politique, au moment où le monde sombrerait dans le chaos d'une guerre de tous contre tous s'ils continuaient à n'être plus respectés.

Les élites de notre pays méprisent le peuple et le tiennent à l'écart des questions fondamentales, lui mentent ou jouent sur son pessimisme pour le démobiliser. Convaincu que le sommeil de la raison engendre des monstres et que dans les tempêtes, le peuple devient plus que jamais capable de comprendre son intérêt si quelqu'un le lui explique, je m'efforcerai de faire un effort constant de pédagogie, comme Jaurès, de Gaulle et Mendès-France en leur temps, car le respect de la dignité d'autrui est notre meilleure arme.

« Mon projet, en bref »

Les piliers de mon projet économique

Le système financier international mis en place après l'abandon des accords de Bretton Woods en 1971 est aujourd'hui en pleine désintégration et ne peut plus être sauvé.

Refonder un système économique permettant progrès économique, justice sociale et développement mutuel au niveau international est l'enjeu fondamental de notre civilisation.

Mes propositions :

1 – Assainissement du système financier :

▶ Instaurer une séparation stricte entre banques de dépôt, banques d'affaires et sociétés d'assurance (un Glass-Steagall global)

▶ Créer une commission d'enquête parlementaire sur les causes de la crise financière, dotée de pouvoirs d'instruction et de réquisition.

▶ Lancer une procédure de faillite ordonnée du système bancaire.

2 – vers un nouveau système :

▶ Mettre en place un système de crédit productif public en abrogeant l'article 123 du TFUE et, en France, la loi du 4 août 1993

▶ Créer une banque nationale et nationaliser les établissements financiers non coopératifs

▶ Lancer une planification participative, menée par un ministre délégué au Plan auprès du Premier ministre

▶ Œuvrer pour un nouveau Bretton Woods définissant de nouvelles structures monétaires internationales qui permettront un développement économique mutuel entre les différents pays du monde, au travers de la réalisation de grands travaux d'infrastructures et sur la base de taux de change fixes mais ajustables.

L'Euro

La crise qui frappe actuellement la zone euro est le reflet de la désintégration du système financier international. Depuis l'Acte unique et le vote du Traité de Maastricht, les institutions européennes ne sont plus que le relais des marchés financiers qui, sans foi ni loi, exercent un chantage à l'endettement sur les pays membres, leur imposant des cures d'austérité draconiennes. Les banques, sauvées il y a trois ans par les États au prix de l'accroissement de leurs déficits, spéculent de plus belle sur des plateformes de plus en plus opaques, grâce à la manne que la BCE met à leur disposition. L'hyperinflation financière explose alors que l'économie physique est en pleine déflation.

Il faut très vite sortir les pays européens du carcan de l'euro pour leur rendre le privilège de battre monnaie et leur permettre, au travers de coopérations renforcées, de faire de l'Europe l'instigatrice d'une politique de paix autour de grands projets de développements continentaux et transcontinentaux.

Mes propositions :

▶ Rétablir la souveraineté des États sur leur monnaie : passer de l'euro unique à des euros nationaux (ou franc polytechnique en France), l'euro devenant une référence commune pour de grands projets impliquant plusieurs pays

▶ Empêcher la spéculation sur les monnaies et assurer leur stabilité en mettant en place un Nouveau Bretton Woods

▶ Organiser une procédure coordonnée de défaut des États sur leur dette publique, au niveau des États européens comme à celui des participants au Nouveau Bretton Woods, en séparant les dettes légitimes des dettes illégitimes qui seront effacées

▶ A l'échelle de l'Europe, investir 1000 milliards d'euros par an dans des infrastructures de pointe (contribution française : 200 milliards), avec un programme de recherche commun de 200 milliards d'euros (contribution française : 30 milliards)

▶ Financer chaque année au moins un million de programmes Erasmus dans le cadre des études supérieures, avec des bourses dignes de ce nom et au moins 200 000 programmes Leonardo, sans oublier Comenius, coordonnés avec les programmes d'aide à l'innovation des PME, tirant ainsi profit du regroupement qui vient d'être décidé à l'échelle de l'UE.

En cas d'échec d'une approche négociée ou d'un effondrement brutal de la zone euro, le Président doit appliquer l'article 16 qui, face aux dangers qui menacent les intérêts vitaux du pays et les droits inaliénables de la personne humaine inscrits dans le Préambule de notre Constitution, lui permet de prendre des mesures exceptionnelles :

▶ Réquisitionner la Banque de France et abroger les lois interdisant à l'Etat d'emprunter auprès d'elle.

▶ Mettre sous contrôle provisoire les banques privées et

sociétés d'assurance, avec nomination d'administrateurs provisoires représentant la puissance publique, afin d'assurer le financement de l'économie

▶ Imprimer le nouveau franc polytechnique, son nom indiquant que sa valeur sera étayée par la recherche, l'équipement de l'homme et de la nature et la mise en œuvre de technologies de pointe

▶ Relancer notre industrie et notre agriculture par une dévaluation ordonnée de l'ordre de 25 % par rapport au dollar américain et au yuan chinois, en même temps que les prix et les salaires seront bloqués pour au moins trois mois

▶ Suppression des directives européennes concernant les services publics et les infrastructures.

Politique étrangère

L'impérialisme financier qui s'impose aux pays du monde entier et entraîne un blocage criminel du développement, surtout en Afrique où il trouve sa pire expression, s'appuie de plus en plus sur des opérations militaires. La France, avec complaisance ou impuissance, participe honteusement à cette logique.

Aujourd'hui, il est urgent de changer totalement d'orientation en nous engageant dans une dynamique qui assure un futur à la population mondiale.

Mes propositions :

▶ Rompre avec l'empire financier en instaurant un Nouveau Bretton Woods et en promouvant une politique de coopération et de développement mutuel au niveau international

▶ Mettre en place un Pont terrestre eurasiatique permettant de désenclaver les territoires, de tracer des corridors de développement Ouest-Est et Nord-Sud mobilisant des hommes, la production d'énergie et des transports à grande vitesse

▶ Développer l'Afrique par une politique de grands projets panafricains (revitaliser le lac Tchad, construire le canal de Jonglei au Soudan, planter une ceinture verte transversale dans le centre de l'Afrique et remettre en eau les chotts algériens et tunisiens)

▶ Dénoncer l'article 42 du TFUE, sortir du commandement militaire de l'OTAN et retirer nos troupes d'Afghanistan.

Immigration et co-développement

Une politique d'immigration digne de ce nom doit à la fois viser au développement des pays d'où viennent les migrants et assurer l'intégration des nouveaux arrivants. « Accueil et co-développement devront ainsi définir, comme un tout cohérent, la mission universelle de la France. »

Mes propositions

▶ Rejeter à la fois la « Françafrique », le système d'ajustement structurel du FMI, les accords de l'OMC et de partenariat avec l'UE

▶ Mobiliser les armées africaines, avec l'aide de nos soldats et ingénieurs, pour la construction d'infrastructures à l'échelle panafricaine

▶ Organiser un moratoire sur les dettes et aider la production de médicaments génériques

▶ Supprimer toutes les dispositions restrictives des lois Sarkozy ; intégrer les immigrés à des conseils de quartier et leur donner le droit de vote aux élections municipales.

DOM-TOM

Il est temps de balayer tous les restes d'une politique coloniale française dans les Dom Tom et de mettre fin au système malsain contrôlé par l'assistanat et les transferts financiers. Les départements et territoires d'outre-mer doivent être véritablement intégrés aux régions du monde dans lesquelles ils se trouvent, afin de devenir des références pour ceux qui les entourent et le fer de lance d'un développement mutuel régional.

Mes propositions :

▶ Entreprendre une révolution agraire pour une juste répartition des terres et favoriser l'installation des jeunes ; supprimer les taxes sur les intrants agricoles et imposer une préférence douanière

▶ Exiger au sein de l'Union européenne la reconduction du régime de l'octroi de mer pendant au moins dix ans après 2014, pour alimenter les rentrées fiscales

▶ Taxer fortement les monopoles de la grande distribution et d'importation de produits pétroliers

▶ Fixer un SMIC en fonction du coût réel de la vie

▶ Lancer des projets sur la vie et l'histoire de chacun des Outre-mer, mettant en valeur leurs apports culturels

▶ Favoriser l'intégration de chacun des DOM-TOM dans un espace économique et culturel régional.

Education

Depuis plus de vingt ans, l'environnement de l'école s'est dégradé. Les vocations d'enseignant refluent. L'école ne sait pas gommer les différences dues à la naissance ou au lieu d'existence. Elle ne parvient pas à prendre en compte les changements des modes de vie : accès à la toile, rupture entre les métiers des années récentes et ceux d'aujourd'hui. Bref, c'est le droit à l'avenir qui est en cause.

L'éducation que je défends est celle qui concourt à l'émancipation des individus et à la formation d'une capacité de jugement indépendante qui doit s'articuler tant sur le développement des capacités intellectuelles que sur la formation du caractère et du sentiment. C'est une condition sine qua non pour que le peuple accède à une éducation du plus haut niveau possible, lui permettant de comprendre les enjeux cruciaux de son époque et d'agir en conséquence, au sein d'une économie qui assure un développement mutuel harmonieux et suscite des emplois qualifiés.

Mes propositions :

▶ Former des classes de 15 à 25 personnes maximum et accueillir les enfants dès 2 ans

▶ Annuler les suppressions de postes, rétablir les postes de Rased et redonner une formation aux futurs maîtres

▶ Généraliser la pratique du chant choral pour éveiller la sensibilité et l'écoute

▶ Enseigner l'histoire des grandes découvertes scientifiques et leurs applications techniques, l'astrophysique, la préhistoire

▶ Repérer les enfants en difficulté dès la maternelle ou le primaire pour les aider et mettre en place pour eux un dispositif spécial : classe réduite, travaux en petits groupes, tutorat ou suivi personnalisé

▶ Mettre en place un surveillant pour 50 élèves, recruter 5000 éducateurs spécialisés et ouvrir des internats pédagogiques pour les jeunes ayant une famille disloquée

▶ Changer progressivement le statut des grandes écoles pour sortir de l'élitisme et des privilèges en favorisant la réflexion épistémologique et la créativité

▶ Offrir aux étudiants comme aux professeurs du secondaire et des universités la possibilité de faire des stages en entreprise

Jeunesse

La crise dans laquelle nous sommes plongés aujourd'hui est non seulement économique et politique mais aussi culturelle et idéologique. Marquée par le consumérisme, le « court-termisme » et l'individualisme, la culture actuelle conduit à la perte des repères fondamentaux qui permettent de bâtir une société.

Nous devons fonder de nouvelles infrastructures culturelles qui suscitent en chaque individu la curiosité, le désir de créer en échangeant avec autrui, la volonté de rebondir par rapport à ce qui a été fait de plus porteur dans l'histoire, la science, l'art et la musique. C'est alors que se situant à nouveau dans le temps long et dans des perspectives communes, les hommes se concevront à nouveau comme des citoyens responsables de l'avenir.

Mes propositions :

▶ Initier la population, les jeunes en particulier, à une musique populaire et savante : généraliser la démarche de l'Orchestre des Jeunes DEMOS, donner à chaque enfant la possibilité de chanter en chorale et d'essayer des instruments dans des structures extra-scolaires (Opération Amadeus), et généraliser les « mercredis musicaux » pour que les enfants puissent se rendre à des concerts pédagogiques

▶ Former des brigades d'intervention artistiques pour amener la musique classique dans les cours d'immeubles ou les halles de gare ; dans les campagnes, les églises peuvent servir aux répétitions et aux concerts des chorales scolaires et des orchestres classiques

▶ Créer des « musées de l'imaginaire » à travers toute la France pour mettre à la disposition de tous les grands chefs-d'oeuvre de l'histoire de l'art et faire découvrir les produits de l'industrie et de l'artisanat local ; Construire dans chaque région un Palais de la découverte muni d'un planétarium, infrastructure-clé pour les écoles

▶ Faire de la télévision une plateforme éducative fournissant des contenus vidéo gratuits sur internet et lancer une grande émission culturelle nommée « L'art et la science au peuple »

▶ Interdire les jeux vidéo violents et surtaxer tous ceux étant dépourvus de contenu pédagogique. L'argent ainsi collecté sera alloué à l'opération Amadeus.

▶ Rétablir le sport comme pédagogie de la maîtrise de soi, de l'effort, du vouloir-vivre ensemble : Interdire les paris sportifs et le financement public des stades de plus de 15 000 places, et plafonner les salaires des sportifs à 20 fois le Smic

Exécutif – Législatif

La destruction de l'économie, la mise en péril de la paix dans le monde et la remise en cause des libertés publiques sont le fait de l'absence d'hommes de caractère pour les porter. Le défi est de créer un environnement institutionnel dans lequel ils pourront réapparaître et se multiplier.

La Constitution de la Ve République ne peut et ne doit pas être bouleversée comme le voudraient certains rêvant d'une VIe. Elle doit être sérieusement amendée et bonifiée, afin que nos institutions redeviennent garantes du bien commun et suscitent l'engagement citoyen.

Mes propositions :

▶ Établir un exécutif fort qui puisse combattre la mondialisation financière et défendre l'intérêt national avec l'arme d'un système de crédit productif

▶ Donner les moyens au Parlement d'exercer enfin ses missions de législation et de contrôle : interdiction du cumul des mandats, réduction du nombre de députés à 400, leur assurer de véritables équipes de travail, renforcer le pouvoir d'investigation des commissions

▶ Fusionner le Conseil constitutionnel avec la Cour de Cassation et le Conseil d'État en une unique Cour suprême de la nation

▶ Revitaliser la vie politique en instaurant de vrais référendums consultatifs et le droit direct de présenter une proposition de loi, en introduisant le scrutin proportionel pour un quart des sièges de député, et en refondant le mode de financement de la vie politique

Pouvoir judiciaire

Non seulement notre justice manque de moyens, mais elle est trop chère, trop lente, trop inégalitaire et surtout tenue par la branche exécutive. De plus, l'inhumanité qui règne dans l'univers carcéral donne rarement aux anciens prisonniers la chance de reprendre une vie normale.

Il est impératif que la justice devienne un réel troisième pouvoir. Elle doit être humanisée, démocratisée, devenir impartiale et retrouver sa mission de protection des citoyens, de respect des libertés publiques et de juste réparation de tout préjudice, afin que les Français croient à nouveau en elle.

Mes propositions :

▶ Séparer réellement les magistrats en deux corps, correspondant au siège et au parquet. Les juges seront pleinement indépendants et les procureurs dépendront d'une hiérarchie, mais qui sera indépendante de l'exécutif, ayant à sa tête un Procureur général de la nation inamovible et ne recevant pas d'instructions particulières du garde des Sceaux

▶ Charger l'Assemblée nationale de désigner les six personnalités extérieures du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), à une majorité de 3/5 des élus, dans le but de renforcer l'émancipation du pouvoir judiciaire à l'égard de l'exécutif

▶ Doubler puis quadrupler (1,2 milliard) le montant annuel de l'aide juridictionnelle en faveur des citoyens les plus démunis

▶ Donner plus de moyens à la lutte contre la grande délinquance financière et le blanchiment d'argent

▶ Créer de toute urgence, dans toutes les maisons d'arrêt, un quartier pour les courtes peines avec des mesures de sécurité allégées et cesser le mélange des petits délinquants avec les autres ; Ne plus incarcérer les mineurs non récidivistes, les sans-papiers et les grands malades ; Mettre en place des dispositifs d'accueil et d'orientation pour les prisonniers ayant acquis une formation professionnelle en prison.

Financement de la vie politique

Le financement officiel de notre vie politique est scandaleux et injuste. Aboutissant à un nouveau système censitaire, il privilégie les grands partis et exclut tout parti émergent indépendant.

Il est impératif de rétablir l'équité dans le financement de la vie politique si l'on veut redonner un souffle, une ambition républicaine à notre société et permettre à de nouvelles voix de s'exprimer.

Mes propositions :

▶ Impression gratuite par l'État d'un bulletin unique comportant tous les noms des candidats, ainsi que les déclarations de candidature de chaque candidat, limitées à quelques paragraphes

▶ Favoriser une sélection plus juste et plus démocratique, fondée sur l'aptitude du candidat à réunir des signatures de citoyens, dûment contrôlées, atteignant au moins 0,5 ou même 1 % des électeurs inscrits, et non sur une sélection par l'argent, comme c'est actuellement le cas

▶ Interdire toute forme de financement, sauf celle effectuée sous forme d'une avance de l'État, égale pour chaque candidat ayant obtenu les 500 signatures d'élus pour une présidentielle ou les 0,5 % à 1 % requis pour une législative

Collectivités territoriales

Contrairement à la vocation qu'elle affiche – optimiser l'organisation territoriale – la loi du 16 décembre 2010 précipite les collectivités territoriales dans une logique de libéralisation financière destructrice : démantèlement des services publics, regroupements imposés d'en haut, transferts d'attributions aux collectivités territoriales avec réduction des dotations et absence d'autonomie fiscale, mise en compétition déloyale des nouvelles entités territoriales.

Délaissées par l'Etat, les communes sont poussées à abandonner au privé le financement de leurs équipements et à recourir aux emprunts douteux que leur proposent des banques malhonnêtes.

Face à ce véritable sabotage de la vie locale, l'État doit être l'instigateur d'une réelle politique d'aménagement et de développement harmonieux des territoires, tout en leur donnant les moyens d'une plus grande autonomie.

Mes propositions :

▶ Abroger la loi du 16 décembre 2010, dite réforme territoriale

▶ Affecter immédiatement un point de CSG supplémentaire (une CSG fusionnant avec l'impôt sur le revenu et devenant progressive) aux départements afin qu'ils puissent faire face à leurs charges sociales

▶ Refuser une intercommunalité imposée et qui « siphonne » les compétences des communes à une majorité simple ; non à une intercommunalité antichambre à la disparition de communes, oui à une intercommunalité fondée sur une coopération volontaire

▶ Annuler la nomination de conseillers territoriaux, qui ne seront pas assez nombreux pour suivre la vie des communes et trop nombreux au niveau régional : il faut fermer l'usine à gaz

Une révolution fiscale

Aujourd'hui, non seulement notre système fiscal n'est pas équitable et pénalise le travail, mais il est obscur et incompréhensible.

Il faut le simplifier, afin que la population en comprenne les objectifs, et le réorganiser afin qu'il serve la justice sociale et soit le ressort d'une croissance économique productive.

Mes propositions :

▶ Réorganiser puis fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG en taxant les revenus du capital de la même manière que les revenus du travail : le barème progressif de ce nouvel impôt ira de 2 % pour 2200 € de revenu mensuel à 70 % pour plus de 100 000 €

▶ Intégrer l'ISF dans une imposition globale sur le patrimoine en le liant aux successions. Tout ménage pourrait devoir transmettre en une fois, sans impôt, au maximum 180 000 € à chacun de ses enfants.

▶ Rendre la fiscalité locale plus juste en donnant un

point de la nouvelle CSG pour les dépenses sociales des départements, et en asseyant la taxe d'habitation et la taxe foncière sur la valeur vénale des logements et en tenant compte du revenu des intéressés
▶ Redonner la priorité aux PME industrielles sur les conglomérats financiers : en supprimant le régime d'intégration de droit commun et du bénéfice mondial consolidé et en ramenant de 33 % à 30 % l'impôt sur les sociétés, tout en prévoyant un taux réduit de décollage de 18 %
▶ Créer une vraie TVA sociale pour protéger notre production nationale contre le dumping et la concurrence faussée. Les taux varieront selon les produits afin de ne pas pénaliser la consommation courante et le SMIC sera progressivement augmenté à 1700 €, ce que les chefs d'entreprises pourront assumer compte-tenu de l'avantage que leur procure la TVA sociale

Droit au travail et à l'emploi qualifié

Alors que depuis trois ans, la crise est de plus en plus virulente, la situation de l'emploi est devenue catastrophique. Au-delà des chiffres officiels qui édulcorent la réalité, le chômage, la précarité, les bas salaires et la pauvreté qui en découle touchent au moins 30 % de la population. C'est le résultat direct de la soumission des gouvernements aux puissances financières depuis quarante ans. Il nous faut donc impérativement sortir de ce carcan financier pour créer de vrais emplois qualifiés et productifs qui soient le ressort d'une justice sociale réelle.

Mes propositions :

▶ Conjointement à la nomination d'un ministre du Plan et à la mise en place d'une Banque nationale, créer un vrai service public de l'emploi (à la place de l'actuel Pôle Emploi) avec des agents qui accompagnent vraiment et humainement les demandeurs d'emplois
▶ Doubler le nombre d'inspecteurs du travail et sauver la médecine du travail avec 150 nouveaux postes par an
▶ Revaloriser le SMIC à 1700 € en trois hausses successives sur deux ans, parallèlement à la relance d'une économie productive

Formation professionnelle

Les inégalités d'accès et la baisse de la durée de formation, le manque de passerelles interprofessionnelles et l'opacité du système sont les principales insuffisances à corriger, afin que la formation devienne réellement un droit universel reconnu à chacun, rendu exerçable et préparant aux métiers de l'avenir. La formation doit répondre aux besoins des personnes, de l'économie et de la nation.

Mes propositions :

▶ Donner accès à la formation à ceux qui ont le plus besoin d'être réintégrés dans la vie sociale (jeunes insuffisamment qualifiés, chômeurs de longue durée, femmes cherchant un emploi après une maternité, handicapés, prisonniers...) et allonger la durée des formations
▶ Concentrer la formation sur des métiers associés aux technologies de pointe qui serviront une économie productive d'avenir
▶ Créer un vrai droit à la formation pour tous tout au long d'une vie, dans le cadre d'un grand service public de l'emploi et de la formation, avec un droit à la formation attaché à la personne (compte de formation individuel)

Retraites

Le débat sur les retraites doit être redéfini. Le problème majeur n'est pas entre nombre de retraités et nombre d'actifs. Il faut prendre en compte le fait que les retraités consomment, épargnent et transfèrent du pouvoir d'achat vers leurs enfants et petits-enfants (ils ne sont donc pas « inactifs économiquement ») et qu'une économie dynamique, favorisant les découvertes et les innovations technologiques, permet d'améliorer la capacité des actifs à soutenir les retraités. Aujourd'hui, le problème est celui de la nature du travail dans une société en voie de désindustrialisation. Les emplois de service, peu qualifiés et faiblement rémunérés, sont devenus la norme, sans créer suffisamment de richesse physique réelle pour assurer l'avenir des générations futures et une vie digne à ceux qui ont travaillé. C'est de démarche politique, économique et sociale qu'il faut donc changer.

Mes propositions :

▶ Agir sur la qualité du travail humain et rééquilibrer la répartition des richesses, en réorientant la société vers la recherche, l'équipement de l'homme et de la nature et les activités productives, afin que le travail retrouve son intérêt et redevienne vecteur de cohésion sociale et de dignité.
▶ Revaloriser immédiatement les retraites avec instauration d'un plancher minimum équivalant progressivement au SMIC
▶ Rétablir la revalorisation des retraites en fonction des salaires, et si ceux-ci baissent ou sont bloqués, en fonction d'un indice des prix
▶ Ne prendre en compte que le critère des 41,5 ans de cotisations. Les travailleurs « précoces » pourront donc partir à la retraite avant l'âge légal maintenu à 62 ans
▶ Rejeter définitivement le système de capitalisation des retraites

C'est une économie productive organisée et d'emploi qualifié qui permettra de servir des retraites dignes.

Logement

Dans une situation explosive où la récession économique mondiale se combine à une hausse accélérée des prix de l'immobilier, le problème du logement devient brûlant. En France, de plus en plus de personnes sont mal logées, pas logées du tout ou doivent faire des dépenses de plus en plus exorbitantes dans ce domaine.

L'État doit se réengager, faire un état des lieux précis et

agir vite pour que le droit de chacun à avoir un logement décent soit respecté.

Mes propositions :

▶ Construire au moins 150 000 à 200 000 logements sociaux par an, et en réhabiliter 500 000 autres

▶ Poser un ultimatum (6 mois) aux bailleurs qui ne mettent pas à disposition des gens qui en ont besoin leurs logements sociaux vides, sinon l'État sera en droit de les réquisitionner

▶ Mettre en place un bouclier logement (les dépenses de logement ne doivent pas représenter plus de 20 % du revenu)

▶ Veiller à ce que les maires tiennent leurs engagements sur les 20 % de logements sociaux et passent rapidement à 25 %, sinon ils seront fortement pénalisés. Les communes n'atteignant pas les 10 % pourront être destituées de tout permis de construire

Santé

Bien qu'en France, l'on soit encore en avance en matière de santé, notre système médical public est mis en péril par une privatisation rampante, une logique de rentabilité financière. La santé devient un marché lucratif que se disputent des cliniques privées, des mutuelles et des assureurs. Le coût des soins étant de plus en plus élevé, de plus en plus de gens défavorisés renoncent à se faire soigner.

Il faut refuser catégoriquement cette marchandisation de la santé et revenir au plus vite à un système public qui garantisse à chaque individu le droit à la santé et aux soins dans un esprit d'égalité et de solidarité.

Mes propositions :

▶ Débloquer 13 milliards d'euros (1 point de la nouvelle CSG à barème progressif) pour revenir au taux originel de remboursement des soins (80 % pour les soins courants), et rembourser les soins auditifs, oculaires et dentaires à la hauteur des autres soins. Annuler le forfait sur actes médicaux lourds ou la contribution sur visites médicales ou achats de médicaments

▶ Supprimer la T2A (qui mène à un codage financier de la maladie et au triage des malades) pour revenir à un budget global fondé sur le principe de solidarité

▶ Mobiliser 1,5 milliard d'euros pour le service des urgences et mieux coordonner la médecine de ville et l'hôpital pour désengorger ce service

▶ Rendre la médecine générale plus attrayante en changeant le système de rémunération en fonction de plusieurs critères (nombre de patients traités dans l'année, gravité de la pathologie, zone d'exercice)

▶ Soutenir la construction de maisons de retraite, en améliorer les services et faire baisser le prix des séjours. La véritable solution au problème de la dépendance est qu'il y en ait le moins possible en améliorant les conditions de santé et de vie.

▶ Augmenter les moyens dévolus aux unités de soins palliatifs pour éviter des tendances pernicieuses à opter pour l'euthanasie.

La santé publique ne doit pas être engagée dans une logique financière incompatible avec l'intérêt collectif. Il faut arrêter le triage de fait des soins et le harcèlement dont sont trop souvent victimes les médecins et les soignants dans les hôpitaux publics.

Épanouissement familial, Lutte contre le sexisme

Bien que la politique familiale menée en France depuis 1945 soit plutôt positive, elle demeure injuste, favorisant les ménages les plus riches et révélant une discrimination de la femme dans le partage des tâches domestiques et au sein du monde du travail.

Nous devons modifier le système de distribution des prestations familiales et celui de la prise en charge de la petite enfance, impliquer davantage les pères dans la vie de famille et ainsi offrir aux femmes la possibilité d'intervenir plus activement dans la vie publique. La famille doit devenir le ressort du changement d'une dynamique sociale aujourd'hui paralysée par un système de contraction financière.

Mes propositions :

▶ Revenir sur la désindexation partielle des prestations familiales et des aides au logement

▶ Remplacer le système du quotient familial par le versement annuel d'une prestation pour les non assujettis à l'impôt sur le revenu et le droit à un crédit d'impôt pour les assujettis, égal pour tous, le but étant de pourvoir les ménages disposant de revenus mensuels inférieurs à 3000 €

▶ Ouvrir 300 000 nouvelles places en crèche et chez les assistantes maternelles

▶ Partager équitablement entre les deux parents le congé d'accueil de l'enfant (8 semaines venant après un congé maternité raccourci à 12 semaines)

▶ Instaurer une loi-cadre contre les violences sexistes dans toutes leurs dimensions et interdire toute forme de publicité sexiste sous peine d'amende

▶ Lutter contre la prostitution en la considérant comme une forme de violence faite aux femmes et aux enfants et offrir des services sociaux à toute personne prostituée désirant en sortir. Pénaliser les acheteurs de faveurs sexuelles par un système d'amendes et annuler le délit de racolage passif

▶ Rendre les conditions de l'IVG plus humaines en proposant des conseils pré-IVG et des entretiens post-IVG. Il ne faut plus considérer l'IVG comme une chose en soi, mais comme un choix pouvant être exercé sans culpabilisation, dont on ne peut réduire le nombre qu'en améliorant la société et en offrant à chaque être humain les moyens de faire un choix conscient pour donner la vie

La politique familiale doit être une politique de service des générations futures, s'inscrivant dans le cadre d'une revalorisation de la femme. Les naissances doivent être vues comme un bienfait d'autant plus grand qu'elles pourront être choisies, une liberté devenant de plus en plus responsable.

Le handicap

La manière dont notre société considère et traite le handicap est symptomatique de la faillite des grands principes de solidarité et de justice énoncés par le Conseil national de la Résistance en 1944. Un système économique orienté sur le gain à très court terme, où pragmatisme et réactivité sont fortement recommandés, n'entend pas s'encombrer de personnes vulnérables. Actuellement, les moyens scolaires et médicaux alloués au handicap sont de plus en plus réduits. C'est pourquoi nous devons reprendre le combat contre les féodalités financières afin de relancer une politique défendant les progrès sociaux et l'égalité des droits et des chances, dans une société où la richesse que représentent les différences de certains les rende dignes de participer à un projet social dirigé avant tout vers le bien commun de tous les vivants et des générations futures.

Mes propositions :

▶ Concernant la prestation de compensation du handicap (PCH), obtenir la compensation de l'État en faveur des départements

▶ Augmenter progressivement mais rapidement l'Allocation pour adulte handicapé (AAH) de 700 € au niveau du SMIC, avec un suivi de l'inflation réelle

▶ Rétablir les aides à l'embauche de salariés handicapés et garantir un meilleur respect des obligations des entreprises en matière d'emplois de personnes handicapées.

▶ Soutenir les Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) et leur permettre de remplir réellement leur rôle de guichet unique pour l'information, l'accompagnement et le conseil en matière d'aide et d'insertion professionnelle, en leur donnant les moyens lors d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens signée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, le Conseil général et l'État, et apurer le montant cumulé de la dette du ministère du Travail à leur égard

▶ Créer plus de places dans les foyers pour enfants autistes, ainsi que des foyers d'accueil médicalisés pour autistes adultes

▶ Favoriser la présence d'un enfant handicapé dans les classes pour faire éprouver aux autres enfants la richesse de la différence

PME-PMI

La croissance des PMI-PME françaises est aujourd'hui bloquée par une logique de bas salaires, imposée par la mondialisation financière. A cela s'ajoutent un système étouffé par de grands groupes, une difficulté de plus en plus criante à trouver des financements, une fiscalité inadaptée et une complexité administrative. Il faut faire sauter ces verrous et créer un environnement propice au développement de PMI-PME innovantes de 100 à 300 salariés.

Mes propositions :

▶ Créer une banque publique d'investissement (dans le contexte de notre politique d'assainissement bancaire), avec un secteur spécialisé dans les PME-PMI innovantes, incluant les moyens actuels d'Oséo et de la Banque postale

▶ Créer un système de bonus aux entreprises privilégiant l'investissement par rapport à la distribution de dividendes

▶ Exonérer les cotisations de contrats de plus d'un an signés avec des jeunes de moins de 25 ans

▶ Faire bénéficier les PMI-PME d'un accès de 25 % à tout contrat confié à une instance gouvernementale

Agriculture

Devenue la proie d'un système économique mondialisé qui répond à la loi du plus fort et à une logique de gain financier à court terme, abandonnée par des gouvernements qui se sont soumis aux dogmes du libre-échange, l'agriculture, pilier fondamental de l'économie, est de plus en plus menacée. Alors que la faim croît dans le monde, le travail des petits et moyens producteurs est complètement dévalué.

Nous devons de toute urgence engager les réformes qui permettront de lui redonner son objectif primordial : assurer une alimentation de qualité à l'échelle française et européenne et la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale pour éradiquer la faim et la malnutrition.

Mes propositions :

▶ Établir un nouveau Bretton Woods interdisant de spéculer sur les produits alimentaires et établissant un système de crédits à long terme et faible taux d'intérêt au service du développement et de la production

▶ Doubler la capacité de production agricole pour pouvoir nourrir 9 à 10 milliards d'êtres humains d'ici 2050

▶ Rétablir la souveraineté alimentaire des pays contre les accapareurs de terre

▶ Contre le libre-échange, organiser les marchés dans le cadre d'un protectionnisme intelligent et d'un esprit de solidarité : rétablir l'esprit de la PAC tel qu'il était à l'origine et lancer des coopérations Nord-Sud, Est-Ouest

▶ Remplacer le système européen d'aides découplées de la production par une politique de prix rémunérateurs, valorisant la production et permettant aux agriculteurs de vivre et de réinvestir

▶ Organiser un moratoire sur les dettes injustes qui pèsent sur de nombreux exploitants, en tenant compte des régions, des parcours individuels et des domaines de production

▶ Instaurer un régime de protection et de régulation des prix grâce à la constitution de stocks d'intervention

▶ Prendre différentes mesures de rééquilibrage des aides en faveur des productions vivrières, des régions en difficulté, du secteur de l'élevage (qui souffre de la hausse des prix des céréales)...

▶ Soutenir la multiplication des circuits de vente courts pour éviter les gros intermédiaires

▶ Pour préserver la fertilité des sols usés par l'utilisation excessive de produits chimiques, préparer une révolution agrobiophysique impliquant de nouvelles formations pour les agriculteurs, ouvrant à des transformations du métier.

Le sol n'est pas un support mais un processus vivant.

Rendre justice à ceux qui produisent ce que nous mangeons est un devoir, arrêter les profits scandaleux de ceux qui spéculent, saccagent le travail et bloquent la production est un impératif.

Sécurité publique

L'augmentation de l'insécurité en France a entraîné la mise en place de dispositifs de sécurité répressifs qui sont trop souvent en rupture avec le respect républicain des libertés publiques. Ce sont des dérives inacceptables, car le problème n'est en aucun cas traité à la source ; c'est contre l'insécurité sociale et économique qu'il faut d'abord lutter, en créant de l'emploi qualifié et des solidarités à tous les niveaux.

La police et la gendarmerie doivent être à nouveau mues par les principes d'action fondamentaux que sont la prévention, la proximité, la réactivité et la sanction ayant pour visée la réinsertion. C'est la seule manière de nous réorienter vers un État de droit.

Mes propositions :

▶ Établir un ministère de l'Intérieur recentré sur ses fonctions de maintien de l'ordre public et l'administration des territoires, à côté d'un ministère de la Justice appliquant la loi et sanctionnant, et d'un ministère de la Ville, du Logement et de l'Aménagement du territoire créant les conditions sociales de la sécurité publique, le tout coordonné par le Premier ministre

▶ Pour leur permettre une plus grande présence sur le terrain, libérer policiers et gendarmes des tâches administratives en embauchant des administratifs

▶ Arrêter la culture du chiffre et établir un Observatoire national de la délinquance (OND), travaillant en étroite coordination avec l'INSEE, dont le titulaire, nommé par le Conseil supérieur de la Magistrature, sera indépendant et doté de pouvoirs de vérification sur la manière dont les statistiques sont établies

▶ Assurer la présence d'une coordinatrice sociale dans les gendarmeries et les commissariats pour accueillir, aider et conseiller les victimes

▶ Se mobiliser en priorité pour la répression et le démantèlement réels du trafic de drogue

▶ Établir une police de proximité dans les zones périurbaines tard dans la soirée et la nuit, et multiplier les centres opérationnels de la Police nationale disponibles nuit et jour

▶ Créer dans les cités des maisons du citoyen regroupant plusieurs services administratifs (services judiciaires, caisses d'allocations familiales, policiers, services d'accueil et de renseignement, activités d'animation, interprétariat), associées à des maisons de droit, pour traiter les conflits individuels ou collectifs en amont et en aval et assurer un travail de prévention, notamment vis-à-vis des jeunes à problèmes

▶ Mettre en place des conseils de famille et des conseils de jeunes au niveau des quartiers, élus par tous les habitants de la cité et travaillant avec les services municipaux

▶ Dans la loi Perben 2, supprimer la possibilité pour des services étrangers de pays hors de l'Union européenne (FBI, CIA) de venir enquêter en France avec leurs propres règles

▶ Créer un Comité d'éthique réellement indépendant au sein du ministère de l'Intérieur, composé de policiers, de gendarmes et de personnalités issues de la société civile, sous la présidence d'un magistrat pour lutter contre les éventuelles dérives policières.

Armée

Soumise aux intérêts financiers de la City de Londres et de Wall Street et assujettie à l'OTAN, la France ne joue plus qu'un rôle de supplétif dans la logique impériale de déploiements militaires « hors zone ». Il est nécessaire, dans ces conditions, de refonder une armée de citoyens, garante de l'intérêt supérieur de la République, c'est-à-dire de son indépendance et de ses libertés.

Mes propositions :

▶ Priorité à la défense du territoire national et retirer nos troupes d'Afghanistan

▶ Mettre en œuvre un service civique obligatoire de six mois pour rétablir le lien Armée-Nation et éviter la « ghettoïsation » d'une communauté militaire repliée sur ses professionnels

▶ Rejeter l'article 123 du Traité de fonctionnement de l'UE (qui entérine la prépondérance de l'OTAN sur la défense européenne) et revenir sur l'accord franco-britannique de 2009 imposant une quasi-fusion de nos armées jusqu'à une coopération en matière de nucléaire

▶ Mobiliser notre armée pour réaliser de grands projets civils de développement (revitalisation du lac Tchad, projet Roudaire de mise en eau des chotts tunisiens, construction d'écoles et d'hôpitaux...)

▶ Participer à la création d'une Initiative de défense terrestre (IDT), proposée par la Russie, visant à défendre notre planète contre d'éventuels dangers humains et naturels : positionnement de satellites dotés d'armes à énergie dirigée, susceptibles d'arrêter dans leur trajectoire des missiles porteurs d'armes nucléaires, et d'un autre dispositif commun de satellites organisant une veille climatique et sur les corps célestes susceptibles de menacer la Terre

▶ Faire de l'armée le levier d'un renouvellement technologique, de recherches et de découvertes, un vecteur de croissance économique bénéfique autant au civil qu'au militaire. Les armes à énergie dirigée (lasers, armes à faisceaux de particules…) ainsi que les armes à pulsions électromagnétiques nous sont particulièrement nécessaires, tant pour notre défense de l'avenir que par leurs technologies qui nous permettront de jouer un rôle dans l'IDT.

Internet et liberté

Face à une dérive du contrôle social qui se traduit par une vulnérabilité de plus en plus grande des jeunes au monde virtuel des écrans, l'extension des systèmes de sur-

veillance de masse, la privatisation de la sécurité publique et la commercialisation de données personnelles, nous devons rétablir un Etat qui assure la sécurité économique, sociale et territoriale en vue d'un épanouissement de la personne humaine.

Mes propositions :

▶ Doubler les moyens de la CNIL grâce à une taxe de 100 euros sur les entreprises et une taxe de 50 euros sur les collectivités locales

▶ Accroître les moyens juridiques de faire respecter le principe de protection des données personnelles

▶ Créer une commission d'enquête parlementaire chargée de faire régulièrement des bilans sur le coût et l'efficacité de la vidéosurveillance et du fichage

▶ Constituer un Conseil national des libertés issu du parlement et ayant pour arme la CNIL, qui sera chargé de défendre nos libertés publiques

▶ Lancer le pays dans une stratégie du logiciel libre

Si nous ne réagissons pas très vite, « ce qui nous attend est bien pire que Big Brother » (Alex Türk, président de la CNIL).

Hadopi

Les lois Dadvsi et Hadopi ne protègent pas les auteurs, mais les producteurs qui, exploitant les artistes, exigent d'eux qu'ils renoncent à leurs droits. Par ailleurs, le système de sanction des fraudes proposé est inefficace et comporte en germe des dérives portant atteinte aux libertés publiques.

Il faut donc abroger ces textes et recréer un contexte social et politique porteur où l'artiste, ayant la maîtrise de ses oeuvres, retrouve sa mission fondamentale qui est d'éveiller chez autrui ce qu'il y a de meilleur et de plus constructif pour la société.

Mes propositions :

▶ Abroger les lois Dadvsi et Hadopi

▶ Charger les lieux d'enseignement artistique de former les artistes à la défense de leurs droits

▶ Donner la possibilité aux artistes de s'organiser en auto-producteurs ou en coopératives pour diffuser leurs oeuvres, avec une subvention fournie à des individus, non à des structures

▶ Etablir une plateforme de téléchargement publique promouvant la rencontre entre les artistes et leur public

▶ Interdire le système de vérification des licences par DPI, qui peut être utilisé à des fins malhonnêtes et mener à de graves dérives en matière de contrôle social

▶ Instaurer en faveur des artistes une taxe de deux euros par mois et par abonnement, levée sur les fournisseurs d'accès à internet (FAI), permettant de réunir environ 500 millions d'euros et de créer un nouvel état d'esprit en France.

La recherche

En France, le secteur de la recherche est en déclin : les restrictions budgétaires vont croissant et l'on donne priorité au court terme. Conséquence : les chercheurs partent à l'étranger. Par ailleurs, il y a un grand manque d'interactions entre la recherche, les universités et les entreprises.

Il faut impérativement redonner des moyens financiers à la recherche : elle doit pouvoir relancer des projets sur le long terme et être un vecteur essentiel de l'économie. La recherche fondamentale doit redevenir une priorité et jouer son rôle primordial : aller sans cesse au-delà des frontières de la connaissance et permettre des applications technologiques accroissant la qualification du travail.

Mes propositions :

▶ Augmenter le budget de la recherche de 40 % et exiger une hausse de 30 % des salaires des doctorants et de 50 % de ceux des post-doctorants

▶ Cesser de démanteler et morceler le CNRS en instituts mono-disciplinaires, pour le rajeunir et le muscler avec toute la richesse d'une approche pluridisciplinaire

▶ Établir un lien CNRS-universités-entreprises dans un ensemble recherche fondamentale-recherche appliquée impliquant l'esprit critique des étudiants et « pariant » sur leurs applications de découvertes en entreprises

▶ Moduler le taux du crédit impôt recherche en fonction de la taille des entreprises pour favoriser le décollage des PME.

Physique nucléaire

Le nucléaire est devenu l'objet de peurs irrationnelles, alimentées par un mouvement écologiste « vert » qui remet en cause le progrès et par une oligarchie qui, ravivant les vieilles thèses malthusiennes, entend jouir des avancées de la science sans en faire bénéficier la population dans son ensemble. Tout ceci s'inscrit dans une logique économique et financière destructrice où le court terme, faisant loi, empêche tout projet porteur.

Face à une situation où l'enjeu énergétique risque de devenir de plus en plus une source de conflit dans le monde, il faut absolument reconsidérer le nucléaire comme une étape nécessaire du développement humain, dans une dynamique où la découverte et la créativité redeviennent les piliers de l'économie.

Mes propositions :

▶ Donner priorité à la physique nucléaire, seule en mesure d'assurer la création de ressources nouvelles dans le futur et redonner au CEA ses moyens et sa mission d'origine

▶ Minimiser la sous-traitance et le recours aux « précaires du nucléaire »

▶ Passer très rapidement aux centrales de nouvelle génération à sécurité intrinsèque : réacteurs à haute température (HTR-PMBR), surgénérateurs refroidis au gaz et surtout, réacteurs à sels fondus (thorium)

▶ Mettre au point des réacteurs à confinement inertiel

(lasers), dans une perspective de 30 à 40 ans

▶ Préparer une économie isotopique pour utiliser et traiter les déchets, et les transformer en ressources (transmutation)

▶ Remplacer une économie de carburants fossiles pour les transports par une économie de l'hydrogène (piles à combustible)

Le nucléaire social et citoyen est la solution ; il est irresponsable de prétendre sortir du nucléaire comme il est inadmissible de laisser aux nucléocrates le contrôle d'un processus révolutionnaire.

L'espace

Depuis trente ans, la politique spatiale subit une logique économique fondée sur le gain à court terme et l'incompréhension d'une opinion publique défavorable qui la juge trop chère, inutile, fantaisiste et emblématique d'un esprit de conquête sans limite. Face à cette vision régressive d'un monde fini, nous devons raviver ce qui est le propre de l'homme : le profond désir de repousser sans cesse les limites du connu, l'enthousiasme de découvrir de nouveaux principes de l'univers et de s'en servir pour tracter l'économie à long terme et améliorer ainsi le monde pour les générations à venir.

Mes propositions :

▶ Exiger que le budget de l'Agence spatiale européenne (ESA) soit immédiatement triplé et doter un grand programme spatial mondial d'un budget de 500 milliards de dollars, dont 150 milliards pour l'Europe et 40 milliards pour la France. L'espace ne doit pas être un enjeu militaire mais l'horizon commun d'une humanité capable de renoncer à la guerre.

▶ Lancer un grand projet d'éducation scientifique et culturelle et instituer des unités de valeur sur l'espace et l'astronomie dans nos lycées, en collaboration avec d'autres pays d'Europe et du monde prenant des initiatives analogues

▶ Installer un système de veille spatiale plus efficace contre l'intrusion d'astéroïdes ou de comètes dans l'atmosphère terrestre

▶ Lancer des programmes pour la construction de transporteurs spatiaux de troisième génération et l'industrialisation de la Lune, plateforme future vers Mars et le reste du système solaire

▶ Utiliser les acquis des programmes en cours dans l'électronique, l'informatique, les systèmes de commande de vols hybrides, les nouveaux matériaux réfractaires, les protections thermiques en général et les contraintes mécaniques et aérothermiques pour aller d'abord vers la Lune, puis de là, vers Mars

▶ Pour raccourcir la durée future des trajets Terre-Mars et au-delà, développer la propulsion nucléaire (propulsion par un dispositif de fusion thermonucléaire contrôlée miniaturisée).

Un grand programme de l'espace est impossible dans le système économique et culturel actuel, c'est pourquoi il faut changer de système.

L'écologie

Omniprésente aujourd'hui, la pensée « écologiste » dominante répand la vision pessimiste d'une humanité pillant les ressources et surpeuplant la planète. Empreintes d'un fort regain de malthusianisme, ses propositions impliquent une baisse du niveau de vie dans les pays développés et une politique de réduction de la population partout, en particulier en Asie et en Afrique.

Or, cette pensée s'oppose totalement à la manière dont l'humanité a toujours progressé : cherchant à comprendre les principes physiques qui organisent l'univers, l'homme les utilise en concevant de nouvelles technologies plus efficaces ; améliorant ainsi son environnement, il réussit à y faire vivre mieux plus de gens. Nous devons donc nous battre pour une véritable écologie respectant les capacités créatrices humaines qui, elles, sont inépuisables.

Mes propositions :

▶ Lutter contre la priorité financière à court terme et la logique de surconsommation d'objets inutiles en leur substituant le développement des compétences humaines et une éducation de la découverte

▶ Accélérer les progrès dans le domaine du nucléaire (réacteurs de 4ème génération, fusion...), essentiel pour la reprise de l'économie mondiale et le développement du tiers monde

▶ Lancer une politique de transports publics ambitieuse pour désengorger les villes et diminuer fortement la pollution : promouvoir l'aérotrain de l'ingénieur Bertin, relancer le ferroutage et financer la voiture à hydrogène par des aides publiques

▶ Réduire au maximum les vols continentaux de moins de 1500 kilomètres grâce à la mise en place de transports terrestres à grande vitesse, de type aérotrain et maglev

L'objectif est de passer d'une « écologie » malthusienne à une écologie humaine, fondée sur l'idée de responsabilité vis-à-vis de l'homme et de la nature et n'impliquant ni le pillage des ressources ni l'abandon des applications pour le bien commun des principes nouveaux que découvre la recherche fondamentale.

Jacques Cheminade en 18 dates

1941 Naissance à Buenos Aires (Rép. Argentine).

1958 Baccalauréat au Collège français de Buenos-Aires.

1959-1960 Préparation HEC au lycée Carnot (Paris).

1960-1963 Ecole des Hautes études commerciales (HEC).

1962-1966 Licence en Droit.

1966-1967 Service militaire dans la Coopération à Tegucigalpa (Honduras).

1967-1969 Ecole nationale d'administration, promotion Jean Jaurès.

1969-1972 Chargé des négociations d'adhésion et d'association à la Communauté européenne, auprès de la Direction des Relations extérieures (DREE) du ministère de l'Economie et des Finances, à Paris.

1972-1977 Attaché, puis conseiller commercial de France à New York.

1978-1981 Chef de bureau à la Direction des Relations économiques extérieures du ministère de l'Economie et des Finances à Paris, chargé de la définition de la politique française de crédit à l'exportation et du secrétariat général à la Commission des garanties.

1981-1991 Président de l'Institut Schiller en France, éditorialiste du journal *Nouvelle Solidarité* et conseiller de la rédaction du magazine *Fusion*.

1991-1994 Rédacteur de la lettre *Le Commentaire*, source indépendante d'information et d'analyse stratégique à long terme.

1995 Candidat aux élections présidentielles, il dénonce durant sa campagne le « cancer financier » et met en garde contre la crise à venir. Il lance le parti politique Solidarité et Progrès, dont il devient président.

1997 Participe à la rédaction et à la diffusion de l'appel lancé au niveau international par Helga Zepp-LaRouche pour un Nouveau Bretton Woods et rédige avec Christophe Lavernhe « un plan de relance par le crédit productif public ».

2002 Ne peut participer à la campagne présidentielle de 2002 suite à une nouvelle campagne de calomnies lancée par Nicolas Miguet lors de la collecte des parrainages.

2005 Participe à la campagne du « non » au traité européen.

2007 Publie le « Projet contre les puissances de chantage du fascisme financier » et appelle à voter pour Ségolène Royal au deuxième tour de la présidentielle.

2010 Annonce sa candidature à la présidentielle de 2012.

Bibliographie

Regard sur la France républicaine, Editions Alcuin, 1991

Lazare Carnot, organisateur économique de la Nation, Editions J-P Charnay, 1991

Préface à *De la réalité du monde sensible* de Jean Jaurès, Editions Alcuin, 1994

Roosevelt, de Gaulle, Monnet : reprendre leur combat, Solidarité & Progrès, 2002

Auteur de nombreux articles et éditoriaux dans *Nouvelle Solidarité*, le journal de « Solidarité et Progrès ».

Le projet complet de Jacques Cheminade est paru aux éditions L'Harmattan



Pour joindre la campagne de Jacques Cheminade
Christophe Paquien / Directeur de campagne
06 29 38 02 74 - 01 76 69 19 82 - Twitter/CPaquien
christophe.paquien@cheminade2012.fr
S&P BP 27 92114 Clichy cedex

Jacques Cheminade2012 LE SURSAUT